

Art. 7. L'article 45 de l'annexe 11 du même arrêté est modifié comme suit :

Au paragraphe 2, point 8°, sont ajoutés des alinéas 2 et 3, rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, toutes les formations de bachelier à orientation professionnelle ou académique, ou les formations qui y ont été assimilées par l'autorité compétente, sont admissibles en tant que qualification pour les membres du personnel de réactivation si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- 1° le membre du personnel de réactivation est employé de manière effective et démontrable aux soins directs et à l'accompagnement des résidents ;
- 2° le code IFIC du membre du personnel de réactivation en question correspond
 - a) à un code IFIC disponible dans l'éventail de fonctions sous les départements « Paramédical » ou « Psycho-social »
 - b) au code IFIC 6271 : accompagnateur habitations protégées
 - c) au code IFIC 6273 : éducateur/accompagnateur dans une unité/un centre psychiatrique
 - d) à un nouveau code IFIC dans l'éventail de fonctions sous les départements « Paramédical » ou « Psycho-social », dès la validation de l'entretien de la (des) fonction(s) manquante(s) dans une convention collective de travail sectorielle ou un protocole ;
- 3° le membre du personnel a reçu ou reçoit une formation, débutant dans les 3 mois suivant son entrée en service, concernant le groupe cible des seniors.

L'emploi de bacheliers en tant que personnel de réactivation est évalué par l'administration au plus tard le 1^{er} janvier 2027. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2023, à l'exception de l'article 7 qui produit ses effets le 1^{er} juillet 2024.

Art. 9. Le ministre flamand qui a les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 juillet 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,
H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204146]

25 AVRIL 2024. — Décret relatif au secteur des assuétudes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 2. Dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un article 646/1 rédigé comme suit :

« Art. 646/1. Les services qui exercent une mission de réduction des risques au sens de l'article 645 sont autorisés :

1° à acheter directement auprès des fournisseurs, à stocker et à fournir à leurs bénéficiaires les médicaments et dispositifs médicaux suivants :

- a) de l'eau pour préparation injectable en petits conditionnements à usage unique;
- b) de l'acide citrique injectable en petits conditionnements à usage unique;
- c) de l'acide ascorbique injectable en petits conditionnements à usage unique;
- d) des tampons stériles désinfectants à usage unique;
- e) des seringues et aiguilles adaptées aux pratiques des consommateurs de drogues par injection;

2° à commanditer la confection de kits de matériel stérile et de dispositifs médicaux auprès des pharmaciens, des distributeurs, des grossistes, des importateurs et des fabricants agréés par le ministre fédéral de la Santé publique. ».

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré un article 647/1 rédigé comme suit : « Art. 647/1. Chaque service fonctionne avec une équipe pluridisciplinaire comprenant du personnel administratif, d'aide et de soins et psychosocial.

Le Gouvernement fixe les règles de composition de l'équipe pluridisciplinaire des services. ».

Art. 4. Dans le même Code, l'article 655 est remplacé par ce qui suit : « Art. 655. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie une subvention annuelle aux services agréés à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement et de personnel.

Le Gouvernement arrête le mode de calcul, les conditions d'octroi et d'utilisation de la subvention.

Pour chaque service agréé dans la zone de soins, la subvention ne peut pas être inférieure, par exercice budgétaire, à 250 000 euros indexés. ».

Art. 5. Dans le même Code, il est inséré un article 666/1 rédigé comme suit : « Art. 666/1. L'Agence procède après notification, à la rectification et à la récupération d'office des subventions allouées sur base de déclarations inexactes ou dont l'utilisation s'avère injustifiée. ».

Art. 6. Dans le même Code, il est inséré un article 666/2 rédigé comme suit : « Art. 666/2. La rectification et la récupération s'effectuent le deuxième mois qui suit celui au cours duquel elles ont été notifiées et peuvent faire l'objet d'un plan d'apurement. Si la part excédentaire est inférieure à dix pourcent de la subvention annuelle, les montants à récupérer sont déduits de la subvention suivante. ».

Art. 7. Dans l'article 713 du même Code, le paragraphe 3 est abrogé.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires

Art. 8. Tant que le montant de subvention dont les services peuvent bénéficier en application de l'article 655 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, n'est pas au moins équivalent à celui dont ils bénéficiaient avant l'entrée en vigueur du présent décret, les services continuent à bénéficier d'un montant de subvention indexé équivalent à celui dont ils bénéficiaient avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture,
de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORRÉALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1668 (2023-2024) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204146]

25 APRIL 2024. — Decreet betreffende de verslavingssector (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 2. In het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt een artikel 6461 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 646/1. Diensten die de opdracht inzake risicovermindering uitvoeren in de zin van artikel 645 zijn gemachtigd om:

1° de volgende geneesmiddelen en medische hulpmiddelen rechtstreeks bij leveranciers te kopen, op te slaan en aan hun begunstigen te leveren:

- a) water voor injectie in kleine verpakkingen voor eenmalig gebruik;
- b) citroenzuur voor injectie in kleine verpakkingen voor eenmalig gebruik;
- c) ascorbinezuur voor injectie in kleine verpakkingen voor eenmalig gebruik;
- d) steriele desinfectieboekjes voor eenmalig gebruik;
- e) spuit en naalden die zijn aangepast aan de praktijken van injecterende drugsgebruikers;

2° kits met steriele materialen en medische hulpmiddelen te bestellen bij apothekers, verdelers, groothandelaars, invoerders en fabrikanten erkend door de Federale Minister van Volksgezondheid.”.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 647/1 ingevoegd, luidend als volgt: “Art. 647/1. Elke dienst werkt met een multidisciplinair team bestaande uit administratief, ondersteunend en verzorgend en psychosociaal personeel.

De Regering bepaalt de regels voor de samenstelling van het multidisciplinaire team van de diensten.”.

Art. 4. Artikel 655 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt: “Art. 655. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, verleent de Regering een jaarlijkse subsidie als tegemoetkoming aan de erkende diensten om de werkings- en personeelskosten te dekken.

De Regering bepaalt de berekeningsmethode, de voorwaarden voor de toekenning en het gebruik van de subsidie.

Voor elke erkende dienst in het zorggebied mag de subsidie niet minder bedragen dan €250.000 geïndexeerd per boekjaar.”.

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 666/1 ingevoegd, luidend als volgt: “Art. 666/1. Na kennisgeving gaat het Agentschap over tot de rechtzetting en de ambtshalve invordering van de toelagen verleend op grond van onjuiste aangiften of waarvan het gebruik ongerechtvaardigd blijkt te zijn.”.

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 666/2 ingevoegd, luidend als volgt: “Art. 666/2. Ze worden rechtgezet en ingevorderd in de loop van de tweede maand na die van de kennisgeving en kunnen het voorwerp uitmaken van een aanzuiveringsplan. Als het overschot minder dan tien procent van de jaarlijkse subsidie bedraagt, worden de terug te vorderen bedragen afgetrokken van de volgende subsidie.”.

Art. 7. In artikel 713 van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 3 opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

Art. 8. Zolang het bedrag van de subsidie waarvan de diensten kunnen genieten in toepassing van artikel 655 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid niet minstens gelijk is aan het bedrag dat ze genoten vóór de inwerkingtreding van dit decreet, blijven de diensten genieten van een geïndexeerd bedrag van de subsidie dat gelijk is aan het bedrag dat ze genoten vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President et Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement 1668 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.